



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

**Réf : ARR/2023/n°148/8.3**

**Objet :**

**REGLEMENTATION OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
REGLEMENTATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION**

**DEMANDEUR / ENTREPRISE :** SARL ARC BATIMENT – 17 RUE EMILE MEOULET – 30220 SAINT  
LAURENT D'AIGOUZE  
**TEL. :** 06.68.45.95.95 **MAIL :** a.r.c30@orange.fr

**PROPRIETAIRE :** MONSIEUR REY MICHEL – 26 RUE ROGER SALENGRO – 30220 AIGUES-MORTES

**DEMANDE ENREGISTRÉE :** LE 14 MARS 2023

**LIEU DES TRAVAUX :** 20 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU - 30220 AIGUES-MORTES

**NATURE DES TRAVAUX :** REFECTION DE TOITURE

**DUREE DES TRAVAUX :** DU VENDREDI 31 MARS 2023 AU LUNDI 17 AVRIL 2023

**MESURES PARTICULIERES :** POSE D'UN ECHAFAUDAGE - STATIONNEMENT DU CAMION DE  
L'ENTREPRISE ET D'UNE NACELLE TELESCOPIQUE - FERMETURE DE VOIE AVEC MISE EN PLACE  
D'UNE DEVIATION – RESERVATION DEUX PLACES DE STATIONNEMENT

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants  
concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par  
la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,

Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la  
signalisation routière,

Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police  
par le maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1<sup>er</sup> du titre III,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le code Pénal et notamment l'Article R.610-5,

Vu le Code de la Route, notamment les Articles R 411-25, R 411-26, R.417-10-10° et L.325-1 à  
L.325-11,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L 111-1 et L 113-2,

Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation  
du Domaine Public pour Travaux,

Considérant la délibération n°DCM/2017/88/7.1/22-11/9 prise en date du 22 Novembre 2017  
approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public,

Considérant la demande formulée par la SARL ARC BATIMENT en date du 14 mars 2023,

Hôtel de Ville - Place St Louis  
30220 AIGUES MORTES  
Tel. 04.66.73.90.90.  
Fax : 04.66.53.86.09  
www.ville-aigues-mortes.fr

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules en fonction de l'avancée des travaux et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée du chantier,  
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sureté et la tranquillité publique,

## **ARRETE**

### Article 1 :

En raison des travaux concernant la réfection d'une toiture, l'entreprise ARC BATIMENT est autorisée à accéder et à stationner, le camion de l'entreprise et une nacelle télescopique de 8 m<sup>2</sup>, sur la voie de circulation, avec blocage de rue et mise en place de la signalétique, devant le n° 20 de la Rue Jean-Jacques Rousseau, durant la période indiquée :

- Du vendredi 31 mars 2023 au lundi 17 avril 2023 de 8H00 à 17H00.

Une place de stationnement est également réservée contre le rempart intérieur Sud, face à la rue Louis Blanc, et une seconde place est réservée rue Jean Jacques Rousseau, du vendredi 31 mars 2023 au lundi 17 avril 2023, afin de stationner le camion et la nacelle en journée et le soir, selon les besoins du chantier afin de limiter au minimum la fermeture de la rue Jean-Jacques Rousseau

L'entreprise est également autorisée à monter un échafaudage de 20 m<sup>2</sup> devant le n°20 Rue Jean Jacques Rousseau du vendredi 31 mars 2023 au lundi 17 avril 2023.

### Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, et en fonction des besoins du chantier, la circulation des véhicules de tous genres est interdite :

- RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU - 30220 AIGUES-MORTES.

Afin de ne pas bloquer la circulation des autres usagers, la signalisation concernant la fermeture de voie et la déviation est mise en place, par l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux.

### Article 3 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier.

Le responsable de l'entreprise, devra respecter les règles de sécurité liées au montage, à la conception et à l'utilisation d'échafaudage en référence au Code du Travail en vigueur.

L'échafaudage devra être munis sur les côtés de dispositifs de protection, afin d'éviter la projection ou la chute d'objets sur la voie publique.

Le non-respect de cette réglementation entraînera la responsabilité administrative et/ou judiciaire du responsable de chantier.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

### Article 4 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

### Article 5 :

Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial. Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés

durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial est effectuée par et à la charge de l'entreprise selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 6 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous.

Le montant du est calculé sur la base du droit d'occupation du domaine public consenti, qui ne pourra être modifié en cas de non-usage du domaine public sur toute la période demandée.

	Jour/M <sup>2</sup>		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
Bennes, dépôts de terre, gravats, sable, matériaux de construction	1,00 €	1,50 €		
Containers, caissons à déchets	0,50 €	0,75 €		
IMMO camion, nacelle sur trottoir ou chaussée	1,00 €	1,50 €		
Échafaudage avec occupation au sol, étais	3,00 €	4,50 €		
Installation de chantier clôturée	3,00 €	4,50 €		
Installations bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente	3,00 €	4, 50 €		
Neutralisation place de parking payante			2,00 €	3,00 €
Neutralisation place de parking non payante			5,00 €	7,50 €
Restriction de voirie	1,00 €	1,50 €		

Le montant de la redevance due, au vu de la période consentie d'occupation du domaine public et des éléments communiqués par le demandeur, s'élève à : 1 168 euros, détaillé comme suit :

- Echafaudage, surface 20 m<sup>2</sup> pendant 18 jours = 660 euros
- Immobilisation Nacelle sur chaussée, surface 8 m<sup>2</sup> pendant 18 jours = 88 euros
- Restriction de voirie avec fermeture de voirie 28 m<sup>2</sup> pendant 18 jours = 420 euros

Article 7 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 9 :

Monsieur le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,  
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,  
Monsieur le directeur général des services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,  
Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades du Grau-du-Roi / Aigues Mortes,  
Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 16 mars 2023

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation  
Le Directeur Général des Services,  
Christophe BARONI

